

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.
Séance du 8 juillet 2026

Le huit juillet deux mille vingt-six, à vingt heures, les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale se sont réunis, au lieu ordinaire des séances au 56, rue Gabriel Lainé à Jouy-le-Moutier, sous la présidence de Monsieur Hervé FLORCZAK, Président du C.C.A.S. et Madame Siham TOUAZI, Vice-Présidente du C.C.A.S., dûment convoqués.

Présents :

Mesdames Siham TOUAZI, Audrey NAKACHE, Katia LECURIEUX-CLERVILLE, Monique LORILLON, Danielle FAIT, Souad RIHANE (remplaçante nommée), Sabrina VALADE.
Messieurs Hervé FLORCZAK et Samir KEMEL.

Absents excusés :

Mesdames Saphia BERRY, Annick BATTUNG (*pouvoir donné à M. KEMEL*) et Michèle DUSSAUSOY-TAICLET.
Monsieur Daniel BATTUNG (*pouvoir donné à Mme LECURIEUX-CLERVILLE*).

Date de convocation du Conseil d'Administration : 2 juillet 2026

Date d'affichage de la liste des délibérations : 17 juillet 2026

Secrétaire de séance : Audrey NAKACHE

08/07/2026 - n°3 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DE L'ANNEE 2025

La séparation de l'ordonnateur et du comptable est un principe budgétaire essentiel.

- L'ordonnateur prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.
- Le comptable est seul chargé du paiement des dépenses, de la prise en charge des recettes et du maniement des deniers publics.

Chacun en ce qui le concerne doit établir un bilan financier de sa comptabilité. Pour l'ordonnateur, il s'agit du compte administratif et pour le comptable, du compte de gestion.

Emis en fin d'exercice, le compte de gestion est transmis à l'ordonnateur au plus tard le 1^{er} juin de l'année N+1. Il présente les documents de synthèse de la comptabilité générale (bilan et compte de résultat notamment), retrace et justifie toutes les opérations budgétaires annuelles en dépenses et en recettes. Il comporte précisément :

- Une balance générale de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires)
- Les comptes de tiers correspondant notamment aux créanciers et débiteurs de la collectivité
- Le bilan comptable qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité.

Le compte de gestion est soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion).

Monsieur le Receveur Municipal a soumis pour approbation le compte de gestion de l'exercice 2025, arrêté au 31 décembre 2025, faisant apparaître les résultats suivants :

Accusé de réception en préfecture 095-269500690-20260708-DEL_3_8072026-DE Date de réception préfecture : 25/09/2026

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Résultat de l'exercice 2025	Résultat de clôture
Investissement	22 768,96 €	- 14 130,62 €	8 638,34 €
Fonctionnement	90 549,20 €	- 18 988,24 €	71 560,96 €
TOTAL	113 318,16 €	- 33 118,86 €	80 199,30 €

VU les articles L.2121-31 et L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes desquels l'arrêté des comptes annuels est constitué par le vote du Conseil d'Administration des comptes de gestion produits par le Receveur Municipal,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU le Compte Administratif 2025,

VU le compte de gestion de l'exercice 2025 dressé par le comptable, joint en annexe de la présente,

CONSIDERANT qu'il convient que le Conseil d'administration délibère sur la conformité des Comptes de gestion et des Comptes administratifs,

CONSIDERANT que les Comptes de gestion sont conformes aux Comptes administratifs et ne présentent aucun écart,

Sur la présentation faite par Madame Siham TOUAZI, et après en avoir délibéré,
Le Conseil d'Administration, à l'unanimité, des membres présents et représentés,

- **APPROUVE** le compte de gestion pour l'exercice 2025 (document complet annexé).

Nombre de membres en exercice : 13

Nombre de présents : 9

Nombre de votants (y compris pouvoir) : 11

- « Pour » : 11 voix

- « Contre » : 0 voix

- « Abstention » : 0 voix

La Vice-Présidente du C.C.A.S.,

Siham TOUAZI



Fait et délibéré le 8 juillet 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture
095-269500690-20260708-DEL_3_8072026-DE
Date de réception préfecture : 25/09/2026